

Le piège de la routine interventionniste

■ Que ce soit en Irak ou ailleurs, l'usage de la force armée n'a pas produit les effets escomptés face aux défis posés par le terrorisme et l'instabilité chronique de certaines régions. Pourquoi en serait-il autrement aujourd'hui ?

BARBARA DELCOURT, CHRISTIAN OLSSON ET CHRISTOPHE WASINSKI

Professeurs de relations internationales (ULB)

La Belgique a été "officieusement invitée" à participer à la coalition internationale appelée de ses vœux par le président Obama pour neutraliser la menace que représente le groupe "Etat islamique" en Irak et en Syrie. Ses autorités semblent décidées à soutenir l'intervention militaire, entre autres par l'envoi de F-16.

Cet article entend replacer dans un contexte plus large les choix des Etats-Unis et de certains de ses alliés d'agir militairement au Moyen-Orient. Notre conviction est que la décision belge ne peut faire l'économie d'une bonne compréhension de ce dans quoi elle pourrait s'engager.

Pour commencer, il est problématique de répondre simplement qu'il "faut faire quelque chose", quel qu'en soit le prix, tout de suite, en suivant des "recettes toutes faites" et sans considérer les options alternatives. Cela donc au final sans voir à quel point ces événements sont le résultat de ce qui a déjà été fait précédemment, au travers des mêmes procédés devenus routiniers et au nom de la même nécessité impérieuse. Ainsi, la situation actuelle en Irak n'est pas sans lien avec la guerre que les Etats-Unis ont déclenchée contre cet Etat en 2003 au prétexte fallacieux que Saddam Hussein disposait d'armes de destruction massive. Cette initiative s'est soldée par une déstabilisation de l'Etat irakien. Si l'on prend encore plus de recul, on se rend compte que

les tentatives antérieures de "stabiliser" cette région doivent aussi être lues et débattues à la lumière d'autres interventions militaires.

Au cours des années 1990 et 2000, on assiste à des opérations militaires de plus ou moins grande envergure en Irak, en Somalie, au Kosovo, en Afghanistan, en Libye ou encore au Mali. Aux côtés de ces interventions très visibles, on note un recours à la force plus discret, mais néanmoins meurtrier, au Yémen, en Somalie ou encore au Pakistan, entre autres à l'aide de drones armés.

Pour reprendre les termes de certains analystes, ce que donne ce tableau, c'est l'émergence d'une "routine interventionniste", voire d'un projet de "guerre perpétuelle", sorte de miroir inversé du célèbre projet kantien de paix perpétuelle. Au cœur de ce processus, la production de discours politiques, sécuritaires et médiatiques tend à faire de l'intervention armée une réponse adaptée aux défis posés par le terrorisme et l'instabilité chronique de certaines régions du monde. Certes, les oripeaux de ces discours (que les chercheurs les plus critiques désignent comme de la "géopolitique tabloïde" ou de la "géopolitique de pacotille") varient selon que l'on se situe outre-Atlantique ou en Europe. Toutefois, ils tendent à faire de la réponse militaire telle qu'elle se déploie, notamment par le truchement d'opérations aériennes létales, la seule susceptible de contrer un cer-

tain type de violence. Dans les faits, ces discours procèdent par un cadrage étroitement technique et militarisé des événements internationaux présentés sous l'unique angle de "situations d'urgence". Loin d'aider à une

compréhension nuancée et à une véritable résolution politique des crises, ils contribuent à générer une représentation chaotique du monde qui sert en fait à légitimer l'usage de la force.

Ces discours s'avèrent d'autant plus problématiques qu'ils ne permettent pas de poser la question suivante: si l'usage de la force armée n'a pas produit les effets escomptés par le passé, en quoi et pourquoi serait-il cette fois plus efficace ?

De fait, la question de l'intervention n'est pas uniquement éthique: intervenir ou pas pour protéger des populations en danger "ici-et-maintenant" en fonction de principes posés a priori et relevant d'une "moralité supérieure". De même, la question de la lé-

galité (ou pas) d'une telle intervention n'épuise pas non plus les problèmes de légitimité. De notre point de vue, cette question doit aussi être analysée sous l'angle des conséquences probables de ces interventions.

En premier lieu, les résultats des interventions sont, au mieux, modérément encourageants – sachant que les opérations militaires ont rarement contribué à neutraliser les facteurs politiques et économiques à l'origine des crises et conflits. La situation kafkaïenne dans laquelle se retrouvent certains pays comme le Kosovo

et la Bosnie-Herzégovine en témoignent: l'opération militaire a modifié un rapport de forces militaires sur le terrain, mais n'a pas en soi contribué à solutionner durablement les conflits politiques à l'origine du déchaînement de la violence. Sur un plan opérationnel, les opérations au Kosovo ont nécessité une présence de plusieurs dizaines de milliers de militai-



La décision belge ne peut faire l'économie d'une bonne compréhension de ce dans quoi elle pourrait s'engager.

L'utilité publique du cours de religion

■ En nouant le dialogue entre la dimension religieuse et la pensée rationnelle et critique de notre modernité, le cours de religion protège du fondamentalisme et de l'intégrisme.

À la lueur d'une luciole

Depuis longtemps, on cherche à grignoter le cours de religion. Le dernier essai est celui de la "suédoise" qui le réduirait de deux heures à une seule. Un demi-mal, dira-t-on! Attention! Nous ne mesurons sans doute pas suffisamment l'évolution de notre société, et notamment au niveau religieux. Dans notre pays marqué par une profonde sécularisation et même par le mépris (se déclarer pratiquant suscite trop souvent un sourire goguenard), une population qui garde une identité religieuse spontanée prend de plus en plus d'importance. Voyez de qui je parle. La Belgique est dorénavant multiculturelle et chacun y arrive avec sa propre religion. Bruxelles est une mosaïque. Serons-nous capables d'un véritable dialogue à ce niveau?

Le XXI^e siècle sera fureusement religieux, a pu dire le sociologue américain Peter Berger (après avoir prédit la disparition de la religion avec la modernité!). Il ne faudrait pas que ce retour soit une victoire du fondamentalisme et de l'obscurantisme. Trop nombreux sont encore ceux

qui, du côté des croyants comme des autres, ne se rendent pas compte qu'une religion peut et doit évoluer avec la culture. Il est donc important que l'on permette aux jeunes de réfléchir autrement qu'avec les lunettes d'un agnosticisme de facilité ou d'un fondamentalisme communautariste.

Les jeunes ne voudraient plus de religion? A voir. Ce n'est pas mon expérience. La génération de leurs parents –héritière des golden sixties– l'a par trop négligée. Dans l'histoire occidentale récente, une vision qualifiée d'aberrante par l'Encyclopædia Britannica est en effet apparue: la vie humaine serait fondamentalement "sécularisée" et la religion, un supplément ajouté, ci et là, aux caractéristiques de base de la nature humaine. "Il semble aujourd'hui que cette vision soit fautive", estime l'encyclopédie. La religion fait bel et bien partie de notre "humanité". Une société oubliée de cela s'expose à son retour en force dans le

vide ainsi créé. Et parfois de manière dramatique.

Le cours de religion a pour but de mettre cette dimension religieuse en dialogue avec la pensée rationnelle et critique de notre modernité (les églises et les mosquées, avec l'aide des familles, se chargent de la face privée). Il se veut une contribution au dialogue interconvictionnel si important dans notre société multiculturelle, et aux questions de sens, propre de l'être humain. La neutralité –voire la neutralisation – des convictions est une erreur criante. La recherche de sens ne peut en effet se faire qu'en dialogue, ce qui suppose la rencontre respectueuse des convictions des autres et des grandes traditions religieuses. Et pour cela, on ne peut partir de rien. Il faut un ancrage dans une religion précise, mais sans confondre cours identifié et

cours identitaire. "Si un homme atteint le cœur de sa propre religion, il atteint également le cœur des autres", disait Gandhi. Les grandes religions actuelles bien comprises – condition essentielle – sont plus porteuses d'universel que de divisions.

Correctement organisé et encadré –c'est le rôle notamment des politiciens–, ce cours n'est pas prosélytisme

ou endoctrinement, mais protection contre le fondamentalisme et l'intégrisme, maladies de toutes les religions (comme le crime passionnel pour l'amour et la dictature pour la politique). En cette époque de tournant civilisationnel, où les religions se cherchent –et pas seulement elles–, un bon cours contribue à l'édification de la cité planétaire et participe à l'éducation citoyenne, les croyants étant des citoyens comme les autres. La philosophie, elle aussi, doit trouver sa place, mais elle n'est pas "un équivalent neutre". Son rôle est d'offrir les fondements d'une heureuse articulation entre les différentes sphères –éthique, religieuse, scientifique, politique...– de l'humain, être si complexe.

→ Les 24, 25 et 26 octobre prochain, à Namur, Riv'Espérance 2014. <http://www.rivesperance.be> –Thème de cette seconde édition: Oser le dialogue.



res sur une dizaine d'années, tout comme sur les terrains irakien et afghan. Osera-t-on aussi proclamer la mission accomplie en Afghanistan quand l'Otan se retirera à la fin de l'année alors même que les acteurs sur le terrain parlent de plus en plus ouvertement de risques de guerre civile? Par ailleurs, qui pourrait aujourd'hui prétendre que l'intervention en Libye est une victoire au vu, entre autres, des effets négatifs sur le Mali où une autre intervention, chapeauté par la France, a été conduite? Dans la crise actuelle en Irak, on peut d'ores et déjà craindre des travers de ce type dès lors que les buts mis en évidence par le politique sont en fait des objectifs militaires, c'est-à-dire éliminer des individus. Force est cependant de constater que ces objectifs ne paraissent guère tenir compte des effets politiques possibles, en termes de ralliements en faveur des groupes armés, du fait des actions militaires occidentales. Autrement dit, bombarder plus ne signifie pas automatiquement affaiblir l'adversaire désigné.

Enfin, les coûts importants de la machinerie militaire en opération

(ainsi, et selon certaines sources, une bombe larguée par un F-16 peut avoir un coût oscillant entre 20 et 40 000 dollars selon le modèle) doivent aussi être pris en considération. On est dès lors en droit de se demander si les sommes engagées dans ces actions de destruction ne le sont pas au détriment de dépenses d'assistance plus à même de contribuer à la solution du conflit et à la sécurité des populations exposées.

En définitive, il ne fait pas de doute que la situation actuelle en Irak est inquiétante pour les populations locales. Toutefois, l'interventionnisme armé risque de ne pas solutionner le problème (ou seulement pour un temps ?), mais aussi de s'avérer coûteux et surtout d'envénimer la situation. Manifestement, le gouvernement belge tient à démontrer une fois de plus qu'il est un allié "petit mais loyal". Mais au-delà de ses engagements vis-à-vis des puissances militaires occidentales, pourrait-il enfin fournir aux citoyens une justification politique qui ne soit pas le simple décalque des propos convenus des experts de l'antiterrorisme ?



BORTELS

CHARLES DELHEZ
Chroniqueur.